

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E



**DECISION N°DEC/2025/DG/65**  
**RÉGIE ACHATS 10020**

Le Maire de la Ville de Hem,  
Vu l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances, et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et leurs établissements publics locaux,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment l'article 22,

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n° DEL/2020/07 du 23 mai 2020, portant délégation d'attribution dudit Conseil à Monsieur le Maire,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 02/05/2025

Considérant la nécessité d'intégrer dans la régie mixte l'encaissement des toilettes publiques payantes de la ville, ainsi que le remboursement des frais de dépannage des ascenseurs de la ville,

**Décide**

**Article 1er :** toutes les dispositions concernant la régie Achats 10107 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes.

**Article 2 :** Il est institué, depuis le 22 février 2022, auprès du service Finances, Ressources, Moyens de la Ville de Hem, une régie de recettes et d'avances.

**Article 3 :** Cette régie est installée en Mairie de HEM.

**Article 4 :** Cette régie encaisse les produits suivants :

- produits des photocopieurs publics mis à la disposition des usagers ;
- remboursements de sinistres et indemnisations de dommages des personnes juridiques responsables civilement ;
- remboursement des trop perçu et avoirs de fournisseurs ;
- frais de fourrière automobile dus par les contrevenants ;
- paiement par les associations utilisatrices des personnels municipaux mis à disposition et des charges dues au titre de l'occupation exclusive de locaux municipaux. ;
- remboursement des clefs et badges perdus ;
- Vente sur sites d'enchères autres que le service du Domaine : biens mobiliers (fonctionnement) ;
- Vente et frais d'envoi des jeux Monopoly ;
- **Encaissement des toilettes publiques payantes de la ville.**

**Article 5 :** Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraires ;
- chèques bancaires ;
- **carte bancaire pour les toilettes publiques.**

Elles sont perçues contre remise à l'utilisateur de factures et quittances.

**Article 6 :** Cette régie paie les dépenses suivantes :

- achats de petites fournitures de bureau, administratives et informatiques plafonnés à 100 euros ;
- achats de petit équipement individuel de protection plafonnés à 100 euros ;
- frais d'affranchissement et de messagerie rapide ;
- achats de petites prestations de nettoyage et d'entretien ;
- remboursement des dépenses mentionnées ci-dessus, exposées directement par les agents pour le compte de la Ville (factures émises au nom de la Ville) ;
- remboursement de frais de mission exposés directement par les agents ou élus de la Ville ;
- **remboursement de frais de carburant exposés directement par les agents ou élus de la Ville ;**
- avance de frais de mission ou de déplacement à consentir aux agents dans le cadre de la réglementation en vigueur ;
- cautions et dépôts de garanties aux fournisseurs et prestataires de services dans les cas de prêt ou de location de matériel ;
- timbres fiscaux pour le paiement des différentes taxes auxquelles peut être soumise la collectivité ;
- droits et taxes relatifs aux certificats d'immatriculation des véhicules automobiles et leurs duplicatas (site de l'ANTS) ;
- Tickets de transport ;
- Achats sur sites d'enchères (biens mobiliers (fonctionnement) dans la limite de 2.000 €) ;
- **Remboursement des frais de dépannage des ascenseurs de la ville.**

**Article 7 :** Les dépenses désignées à l'article 6 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- numéraires ;
- chèques tirés sur le compte de dépôt mentionné à l'article 9 ;
- carte bancaire.

**Article 8 :** Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur.

**Article 9 :** Le montant maximum de l'encaisse numéraire que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 8 000 euros.

**Article 10 :** Un fonds de caisse d'un montant de 50 euros en numéraires est mis à disposition du régisseur pour faciliter les opérations de caisse de la régie de recettes.

**Article 11 :** Le montant maximum de l'avance à consentir que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 8.000 euros. Elle ne pourra être renouvelée qu'après régularisation des justifications de dépenses.

**Article 12 :** Le régisseur est tenu de verser au Comptable Public Assignataire le montant de l'encaisse, hors le fonds de caisse autorisé, dès que celui-ci a atteint le maximum stipulé à l'article 10, et au minimum une fois par mois, ainsi que lors de sa sortie de fonction.

**Article 13 :** Le régisseur est tenu de verser au Comptable Public Assignataire la totalité des justificatifs des opérations de recettes et de dépenses au minimum une fois par mois.

**Article 14 :** Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité fixée selon la réglementation en vigueur.

**Article 15 :** La Directrice Générale des Services de la Ville et le Comptable Public Assignataire sont chargés, chacune en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet du Nord.

A Hem, le,

Le Maire de Hem,